

Webinaire SWA

Planification sectorielle: stratégies et leur mises en œuvre

24 septembre 2019

Les intervenants



Didier Allely- Fermé, Consultant à l'OMS dans l'équipe GLAAS et travaille plus particulièrement sur le processus TrackFin

Zantigui Boua KONE, Point Focal GLAAS et TrackFin, Directeur Adjoint - Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat, République du Mali

Madeleine Portmann, Responsable d'équipe projet - Division eau et assainissement, Agence Française de Développement

Le cadre d'action de SWA



PRINCIPES DIRECTEURS

Les valeurs que les partenaires ont en commun et qui guident toutes les actions communes



Efforts multilatéraux



Durabilité des services et des actions



Ne laisser personne pour compte



Transparence et responsabilisation



Prise de décision fondée sur des données probantes



Droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement



Collaboration internationale et efficacité de l'aide

LES COMPORTEMENTS COLLABORATIFS

Comment les partenaires collaborent-ils pour mettre en place les éléments constitutifs



Améliorer l'orientation gouvernementale des processus de planification sectorielle



Renforcer et utiliser les systèmes des pays



Utiliser une plateforme unique d'information et de redevabilité mutuelle



Construire des stratégies de financement durables du secteur de l'eau et de l'assainissement

LES DISPOSITIFS FONDAMENTAUX

Ce que les partenaires mettent en place conjointement pour atteindre un secteur efficace



Politique / Stratégie sectorielle



Dispositions institutionnelles



Financement du secteur



Planification, supervision et révision



Renforcement des capacités

MÉCANISME DE RESPONSABILISATION MUTUELLE:

Initiative conjointe qui se fonde sur un cadre d'actions spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et opportunes.

Il renforce la prise de décisions multilatérales et la responsabilisation mutuelle entre les partenaires aux niveaux national, régional et mondial.

*“Countries
with the right
policies across
building blocks have
been able to bend the arc
of history.”*

**Ms. Jyoti Shukla,
Senior Manager,
World Bank**

Comportements Collaboratifs



Renforcer le rôle de direction et d'initiative du gouvernement dans les processus de planification sectorielle

Renforcer et utiliser dispositifs et systèmes nationaux

Utiliser une plateforme unique pour l'information et la responsabilité mutuelle

Définir des stratégies de financement sectorielles viables pour l'eau et l'assainissement

Dispositifs Fondamentaux



**Politique /
Stratégie
sectorielle**



**Dispositions
institutionnelles**



**Financement
du secteur**



**Planification,
supervision
et révision**



**Renforcement
des capacités**

Environnement favorable pour les ODD



Outils de diagnostic

Quel est le **but**?

ODD – accès universel, éliminer les inégalités, améliorer la durabilité

Indicateurs ODD
Nouvelles échelles de service
Ligne de base mise à jour

Que faut-il pour que le secteur fonctionne bien?

Dispositifs fondamentaux - **Éléments clés** d'un secteur capable de fournir des services durables et d'éliminer progressivement les inégalités

Outils de diagnostic sectoriel comprenant WASH BAT, GLAAS, OSC, MAPAS

Comment générer le changement?

Améliorer les comportements collaboratifs - les **méthodes de travail** grâce auxquelles - si elles sont adoptées conjointement, renforceront la capacité des pays à fournir et à maintenir des services pour tous

Indicateurs des Comportements collaboratifs

Profils des pays GLAAS

**Didier Allely-Fermé,
World Health Organization's UN-Water Global Analysis and
Assessment of Sanitation and Drinking-Water (GLAAS)
team**

24 septembre 2019

GLAAS : Analyse et évaluation mondiales de l'ONU - Eau sur l'assainissement et l'eau potable

Systemes nationaux de soutien à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène

Bilan de la situation dans le monde - 2019

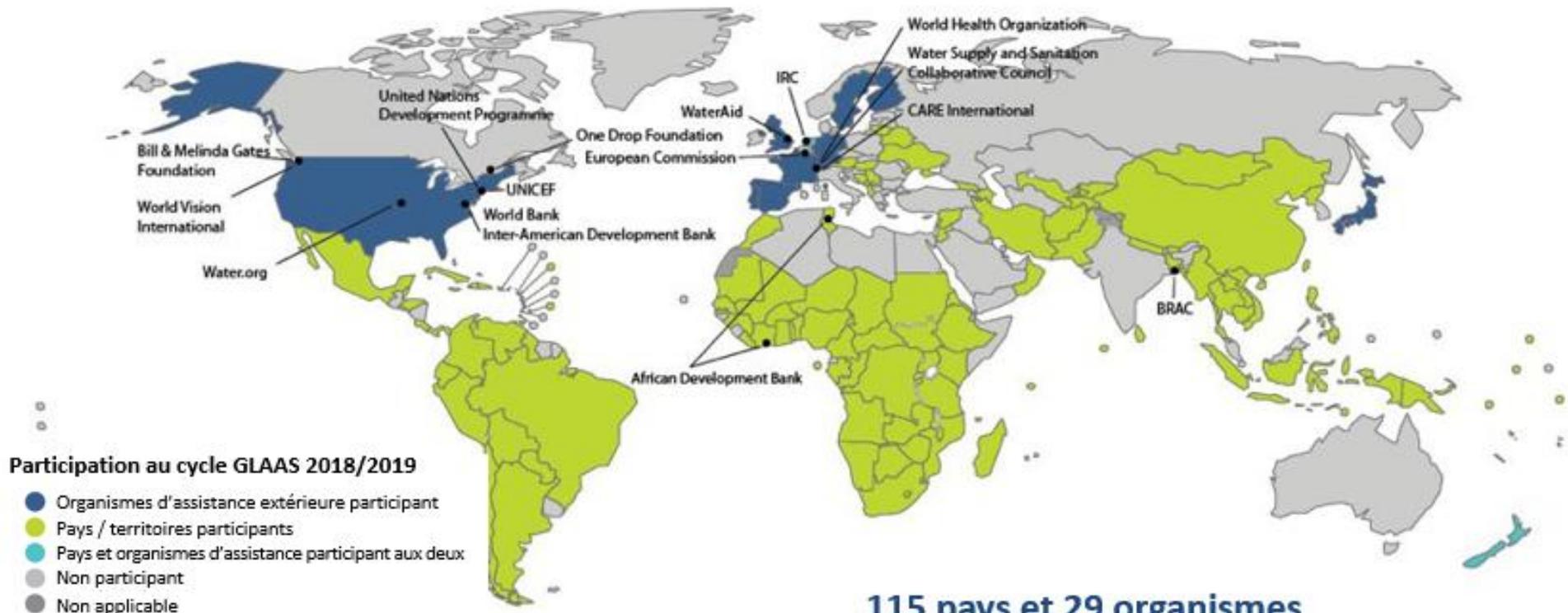


GLAAS, qu'est-ce que c'est ?

GLAAS : Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable

- Mis en œuvre par l'Organisation mondiale de la Santé pour le compte de l'ONU-Eau
- Une mise à jour mondiale bisannuelle sur les cadres politiques et dispositions institutionnelles, les systèmes de suivi, les ressources humaines et les flux financiers qui soutiennent le secteur de l'assainissement, de l'eau potable et de l'hygiène
- Publication du 5^e rapport GLAAS en août 2019

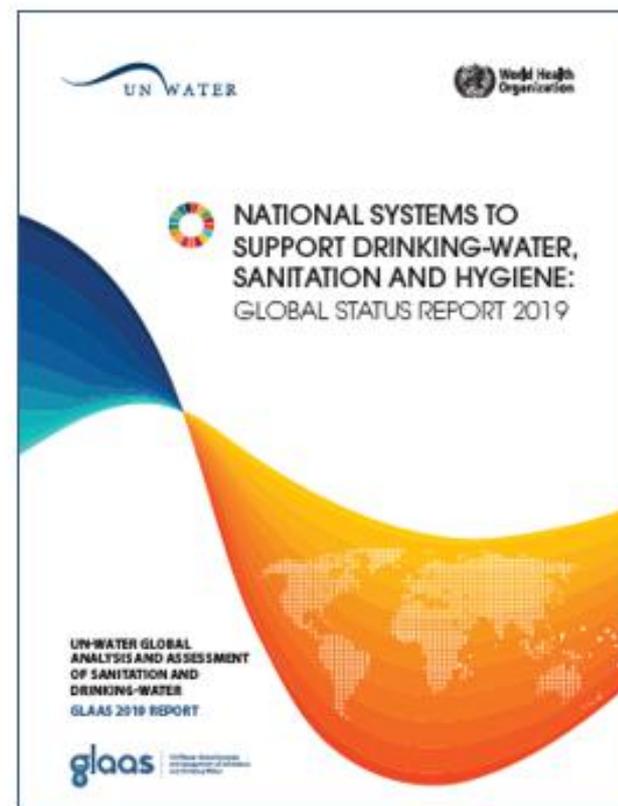
Participation au cycle GLAAS 2018/2019



115 pays et 29 organismes d'assistance extérieure ont participé au cycle 2018-2019 du GLAAS.

À propos du rapport GLAAS 2019

- Thème général : les systèmes nationaux pour appuyer EAH
 - Accent spécifique sur les politiques, les plans et les cibles nationales
 - Autres sujets comprennent le financement, le suivi et les ressources humaines
- Le suivi des cibles 6.a et 6.b des ODD figure également dans le rapport



Sur les 115 pays participants, la majorité possède des politiques pour:

Eau potable

94%



Assainissement

94%



Hygiène

79%



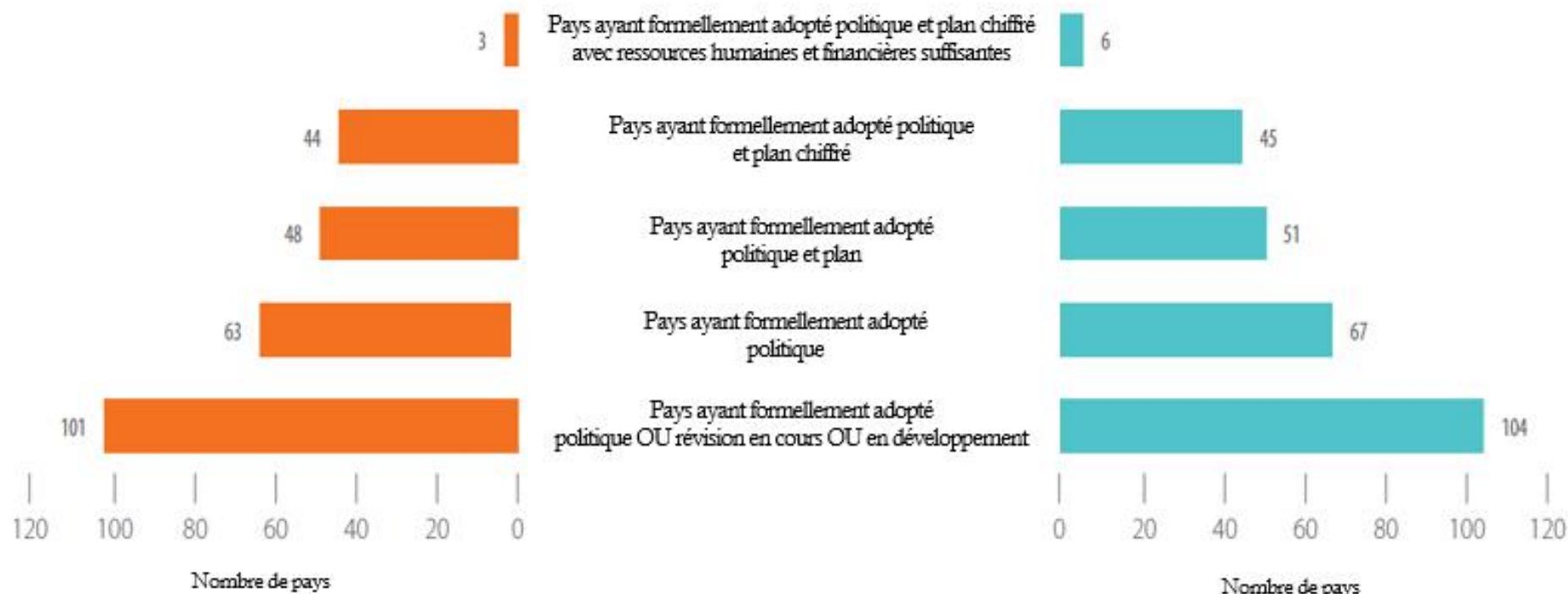
MAIS

< 15%

des pays ont les **financements** ou **ressources humaines** pour mettre en œuvre leurs plans

Nombre de pays qui déclarent avoir adopté des politiques d'assainissement soutenues par des plans dotés de ressources

● Assainissement rural ● Assainissement Urbain



DES EFFORTS SONT DÉPLOYÉS POUR NE PAS AVOIR DE
LAISSÉS-POUR-COMPTE, MAIS BEAUCOUP RESTE À FAIRE



PLUS DE

2/3

des pays possèdent des mesures
dans leurs politiques et plans
visant les populations pauvres,
mais moins de

40%

ont des mesures correspondantes
pour financer ces efforts qui sont
mise en œuvre
systématiquement

ENVIRON

3/4

des pays dans lesquels la défécation
en plein air est toujours pratiquée
(taux > 2%) ont intégré des mesures
correctives dans leurs politiques et
plans, mais seulement

63%

des pays qui ont un taux > 2%
ont établi des cibles
nationales pour éliminer la
défécation en plein air

Mesures pour étendre les services aux populations pauvres, par groupe de revenu

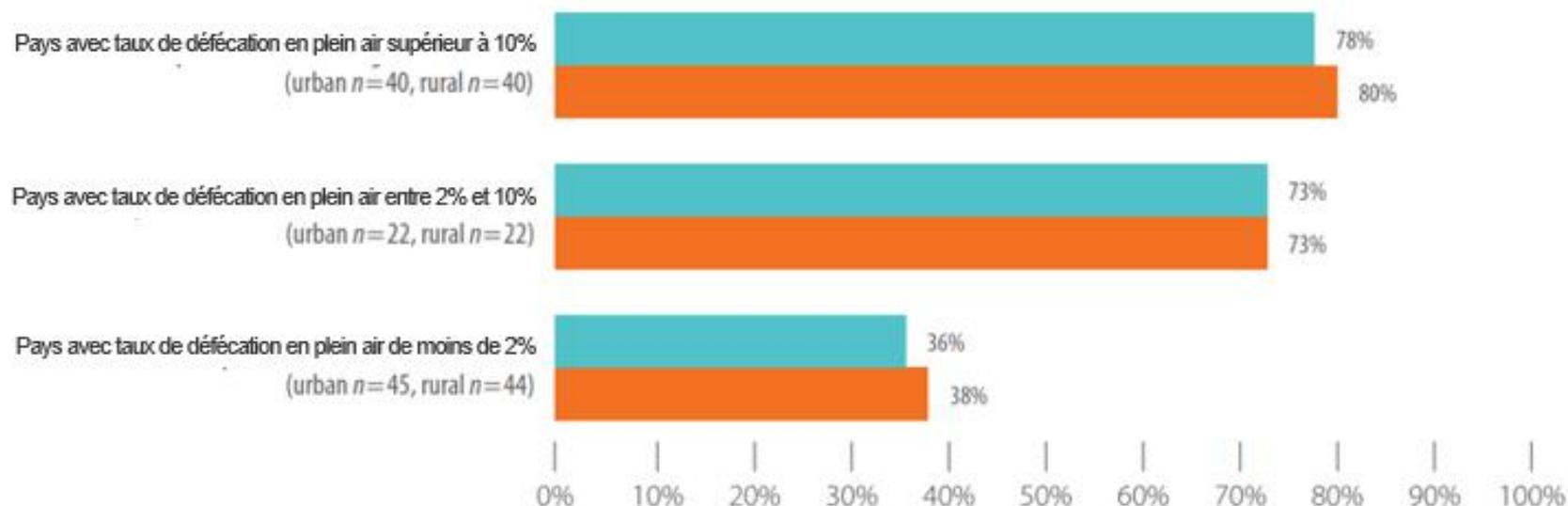
● 80–100%
 ● 60–79%
 ● 40–59%
 ● 0–39%

			Gouvernance	Suivi	Finance
			Politiques et plans ont des mesures spécifiques pour toucher les populations pauvres	Progrès réalisés pour la provision de services aux populations pauvres sont suivis et documentés	Mesures spécifiques intégrées dans les plans de financement ciblant des ressources pour les populations pauvres et appliquées
<i>Groupes pays selon classification Banque Mondiale par niveau de revenus</i>					
		Nombre de pays			
Assainissement	Pays ayant répondu	111	69%	32%	26%
	Faible revenu	28	79%	25%	25%
	Revenu intermédiaire tranche inférieure	38	71%	39%	29%
	Revenu intermédiaire tranche supérieure	32	69%	38%	22%
	Revenu élevé	12	50%	17%	33%
Eau potable	Pays ayant répondu	110	74%	35%	35%
	Faible revenu	28	93%	25%	39%
	Revenu intermédiaire tranche inférieure	36	75%	42%	36%
	Revenu intermédiaire tranche supérieure	32	66%	41%	31%
	Revenu élevé	13	54%	31%	31%

Pourcentage de pays où la défécation en plein air est pratiquée et qui disposent de politiques ou plans d'assainissement pour y remédier

● *Assainissement rural* : politiques et plans tenant compte de la défécation en plein air

● *Assainissement urbain* : politiques et plans tenant compte de la défécation en plein air



Les 3/4 environ des pays où la défécation en plein air est encore très pratiquée ont indiqué que les politiques et plans nationaux d'assainissement y répondent.



LES CIBLES EAH REFLÈTENT DE PLUS EN PLUS LES
AMBITIONS DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE, VISANT À FOURNIR UN ACCÈS UNIVERSEL ET
D'ATTEINDRE DES NIVEAUX DE SERVICES SUPÉRIEURS



Beaucoup de pays prennent des mesures positives pour s'aligner sur les composantes de l'ODD 6 qui sont atteignables dans leur contexte local



Environ la moitié ont adopté des cibles pour l'eau potable qui visent l'accès universel à un niveau supérieur aux services de base d'ici 2030

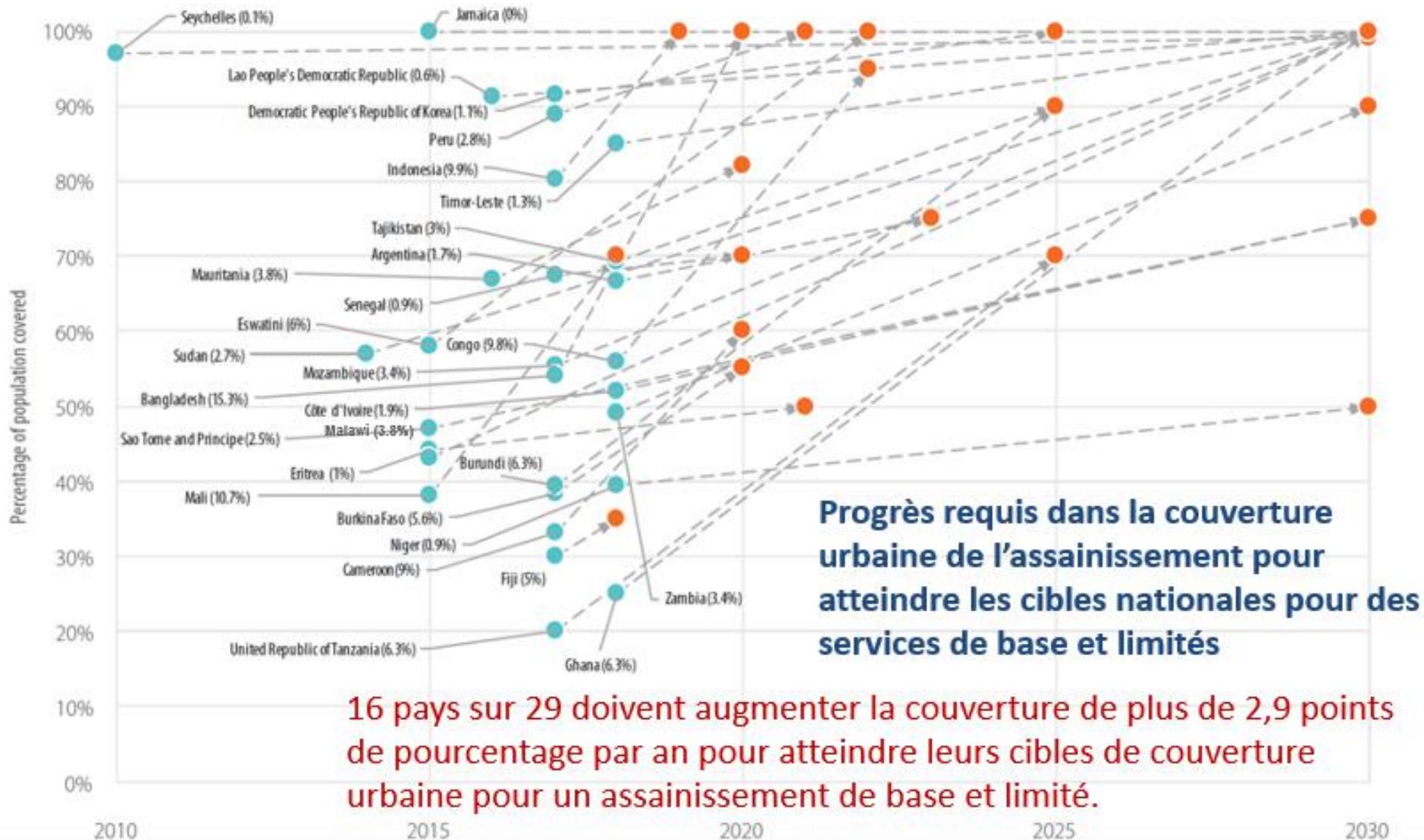


Moins d'un tiers font explicitement référence à un assainissement géré en toute sécurité dans leurs cibles nationales d'assainissement



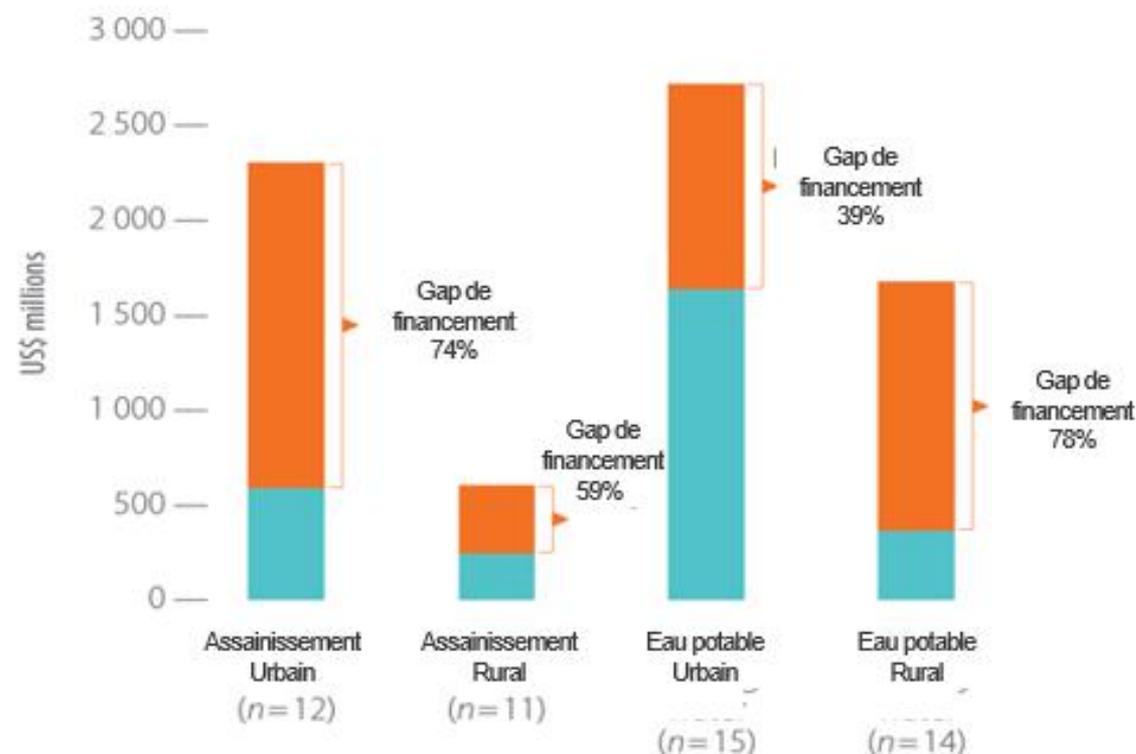
Il demeure un gap de financement important entre ce qui est nécessaire pour atteindre les cibles WASH et ce qui actuellement disponible

Assainissement Urbain



Fonds disponibles et fonds nécessaires pour atteindre les cibles nationales (par an)

- Fonds annuels disponibles
- Fonds annuels supplémentaires nécessaires pour atteindre les cibles nationales



20 pays/territoires ont indiqué un **déficit de financement** en faveur de l'EAH de **61 %** entre les besoins identifiés et les financements disponibles.

Source: GLAAS 2018/2019 country survey.

LES SYSTÈMES DE FINANCEMENT NATIONAUX SONT INSUFFISANTS



Alors que la plupart des pays ont des plans de financement EAH, plus de la moitié de ces plans sont insuffisamment utilisés dans les processus de décision. Le suivi des financements EAH est également rare.

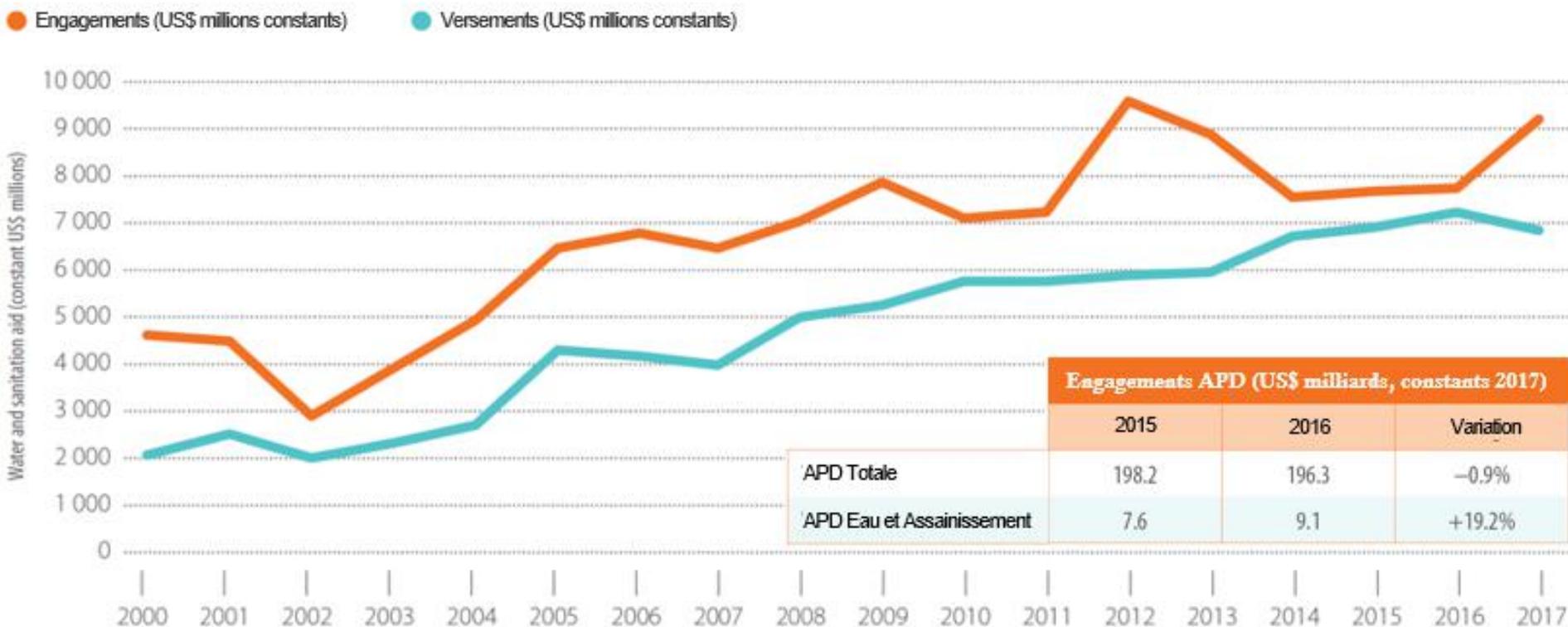


des pays ont pu fournir des données désagrégées de leur budget pour l'eau potable et l'assainissement



des pays ont indiqué utiliser des indicateurs de performance sur les dépenses et le rapport coût-efficacité

Engagements et versements d'aide en faveur de l'eau et de l'assainissement, 2000-2017



Note: This chart includes both ODA and private grants.
Source: OECD-CRS, 2019.

Au-delà du rapport GLAAS

- Toutes les données seront disponibles en ligne
- Fiches résumées pays des données GLAAS
- Fiches résumées des organismes d'assistance extérieure GLAAS

https://www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/investments/glaas-2018-2019-cycle/en/

South Africa glaas

Highlights based on country-reported GLAAS 2018/2019 data

The data presented in the UN-Water Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking Water (GLAAS) country reports are country government responses to the 2008 WHO/UNEP country survey. Since 2008, UN-Water has conducted the existing assessment for water, sanitation and hygiene (WSH) with a focus on government, including national resources and financing. This data presented in the highlights are a synthesis of the summarizing information in the country and/or full report of the Water sector. For more information, see https://www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/investments/glaas

1. To what extent has the government assumed responsibility for WASH and made themselves accountable?

Indicator	Policy level	Service level	Operational level	Financial level	Human resources level	Information level	Accountability level
Policy level	High	Medium	Low	Low	Low	Low	Low
Service level	High	High	High	High	High	High	High
Operational level	High	High	High	High	High	High	High
Financial level	High	High	High	High	High	High	High
Human resources level	High	High	High	High	High	High	High
Information level	High	High	High	High	High	High	High
Accountability level	High	High	High	High	High	High	High

UN-Water | COUNTRY HIGHLIGHTS | GLAAS 2018/2019

United Kingdom (DFID) ESA2019
LIFEPIPER
SUMMARY

AID PRIORITIES

The Department for International Development (DFID) supports 80 countries and territories through its water and sanitation (WASH) programmes. DFID's WASH strategy is to help countries improve their WASH services and systems, and to support the private sector to improve WASH services. DFID's WASH strategy is to help countries improve their WASH services and systems, and to support the private sector to improve WASH services.

WASH STRATEGY/ACTIVITIES

The WASH strategy focuses on four key areas: 1) Improving the quality of WASH services, 2) Improving the sustainability of WASH services, 3) Improving the financial sustainability of WASH services, and 4) Improving the institutional capacity of WASH service providers.

WASH PROGRAMME TARGETS/OUTCOMES

The WASH programme targets are to improve the quality of WASH services, improve the sustainability of WASH services, improve the financial sustainability of WASH services, and improve the institutional capacity of WASH service providers.

WASH AID PRIORITIES - DISTRIBUTION OF AID DISBURSEMENTS

By activity type in 2017: 30% for water supply, 40% for sanitation, 30% for WASH services.

By region in 2017: 20% for Africa, 20% for Asia, 20% for Europe, 20% for Latin America, 20% for the Middle East and North Africa.

UN-Water | COUNTRY HIGHLIGHTS | GLAAS 2018/2019

Des questions ? Merci !

Pour obtenir plus d'informations ou pour toute demande d'assistance, veuillez écrire à glaas@who.int.

Zantigui Boua KONE

Directeur Adjoint

**Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Eau,
Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat, Mali**

24 septembre, 2019



Webinaire SWA: « la planification sectorielle – les stratégies et leur mise en œuvre ».

EXPERIENCES DU MALI DU PROCESSUS GLAAS

(24 septembre 2019, organisé par le secrétariat SWA)

Zantigui Boua KONE

Point Focal GLAAS et TrackFin

Directeur Adjoint- Cellule de Planification et de Statistique du
Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat,
République du Mali

PLAN DE PRESENTATION

1. **Acquis et apprentissages** lié au processus GLAAS.

2. **Utilisation du rapport GLAAS** (données sur le Mali) par le gouvernement et ses partenaires.

3. **Suggestions aux pays pairs** sur l'utilisation des bases factuelles pour élaborer des stratégies ou des politiques EAH.

INTRODUCTION

Le processus GLAAS (2018-2019) est conduit par la CPS/SEEUDE, en partenariat avec les autres services techniques, les collectivités territoriales, le secteur privé, la société civile, les PTF.

A cela s'ajoute l'implication des sociétés Fournisseurs de services (SOMAPEP, SOMAGEP), Unicef, OMS, etc.

GLAAS

Avec le processus GLAAS, on note:

- Un engagement de haut niveau des ministres du secteur qui ont responsabilisé les services techniques dans la collecte, le traitement et l'analyse des données pour la production du rapport GLAAS;
- L'implication des ministères de l'Education nationale, la Santé, des Finances;
- Un renforcement de capacités en auto-évaluation dans le secteur;
- Une Fiabilité des données du secteur: disponibilité des catégories d'acteurs à utiliser les données produites.

ACQUIS ET APPRENTISSAGES LIÉ AU PROCESSUS GLAAS (SUITE)

- Un aperçu clair des forces et des lacunes des politiques et stratégies du secteur
- Un aperçu du niveau de conformité des politiques nationales et programmes par rapport aux dispositions internationales (droit AEPHA, prise en compte des inégalités, données du secteur, performances, etc.)
- De plus, dans le cadre GLAAS, le Mali s'est engagé à conduire TrackFin; ce qui a permis d'approfondir les questions de financements.

UTILISATION DU RAPPORT GLAAS (DONNÉES SUR LE MALI) PAR LE GOUVERNEMENT ET SES PARTENAIRES.

Le rapport GLAAS pourrait être utilisé pour:

- Orienter le Gouvernement dans le cadre de la révision des documents de politiques;
- Renforcer les stratégies et programmes;
- Renforcer les capacités des catégories d'acteurs du secteur sur certaines thématiques;
- Prendre des initiatives d'études d'évaluation approfondies sur des questions abordées dans le rapport GLAAS;

UTILISATION DU RAPPORT GLAAS (DONNÉES SUR LE MALI) PAR LE GOUVERNEMENT ET SES PARTENAIRES (suite)

- Fédérer les actions dans le cadre des initiatives (SWA, AFRICASAN, SUN);
- Orienter des allocations budgétaires;
- Fournir des données à la société civile pour ses actions de plaidoyer;
- Servir de support à la préparation des rapport pays SWA en vue du HLM 2020 et FPHN/ODD.

CONSEILS SUR L'UTILISATION DES BASES FACTUELLES POUR ÉLABORER DES STRATÉGIES OU DES POLITIQUES EAH

- **Renforcer la coordination et la communication inter-acteurs.** Les cadres de concertation des acteurs du secteur de l'eau, hygiène et assainissement demeurent le canal indiqué.
- **Assurer l'implication de toutes les catégories d'acteurs** de SWA dans le processus d'élaboration des politiques et stratégies: un processus national multipartite;
- Conduire le processus sous le **leadership du Gouvernement**;
- **régler la question de la traçabilité des actions et des investissements dans le secteur WASH à travers des outils comme TrackFin** : plan d'actions synthétique et budget synthétique WASH impliquant tous les départements ministériels y compris l'élevage, l'agriculture, la santé, l'éducation, la pêche.

CONCLUSION

Le processus GLAAS est en cohérence avec le cadre de SWA notamment avec les comportements collaboratifs dudit cadre.

Le rapport GLAAS étant global, **une fiche d'analyse des résultats** Pays Mali est en cours d'élaboration. Ce qui permettra de faciliter l'appropriation des résultats spécifiques du pays auprès par les autorités nationales. Elle favorisera ainsi la mise en exergue les questions comme le financement, la gouvernance, le suivi, les ressources humaines.

PARCE QU'IL EST POSSIBLE DE
« **NE LAISSER PERSONNE DERRIÈRE** »



unicef 

 WaterAid

CN - CIEPA

 SANITATION
AND WATER
FOR ALL

Comité de suivi de SWA

Madeleine Portmann, Responsable d'équipe projet -
Division eau et assainissement, Agence Française de
Développement

24 septembre 2019



UN-Water Global Analysis
and Assessment of Sanitation
and Drinking-Water



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Les apports du GLAAS du point de vue d'un bailleur **Améliorer la gouvernance du secteur pour accroître** **l'efficacité de nos interventions**

Madeleine Portmann (AFD)

24 septembre 2019

**L'eau et
l'assainissement :
Une priorité
stratégique forte pour
l'AFD**

Une action organisée autour de 4 axes stratégiques :

- 1) Appuyer la définition de cadres sectoriels clairs, efficaces et inclusifs**
- 2) Fournir un accès à des services performants et durables pour tous**
- 3) Préserver la ressource dans un contexte de stress hydrique croissant**
- 4) Gérer le risque d'inondation en ville dans un contexte de variabilité climatique accrue**

Autorisations de financement 2018

Cible 2014/2018

750 M€ / an

**1
Md€**

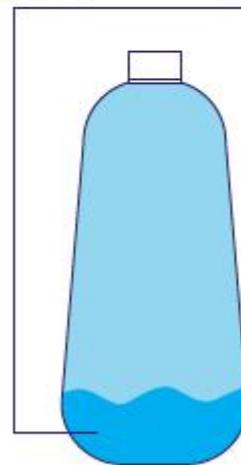
au bénéfice du secteur
de l'eau et de
l'assainissement

957 M€
concernent les états étrangers



7 M€
l'Outre-mer
français

Soit 8%
des montants totaux
engagés par le Groupe AFD



Autorisations de financement 2018

Résultats visés

Les financements autorisés en 2018 dans les états étrangers permettront dans les prochaines années à :



4 M de personnes
de bénéficier d'un service
d'alimentation en eau potable
géré en toute sécurité.

300 000 personnes
de bénéficier d'un service
élémentaire d'alimentation
en eau potable.



1 M de personnes
de bénéficier d'un service
d'assainissement géré en
toute sécurité.

84 000 personnes
de bénéficier d'un service
élémentaire d'assainissement.

Ces projets permettront également de :

augmenter la capacité
de production d'eau potable de
373 000 m³/j

augmenter la capacité
de traitement
des eaux usées de
400 000
équivalent / habitants

économiser chaque année
113 000 m³
d'eau potable

sensibiliser à l'hygiène
900 000
personnes



Répartition par outil financier

930 M€
de prêts

Dans les pays étrangers :



7%
sont des prêts
non-souverains

93%
sont des prêts souverains
(dons 74% sont concessionnels)

34 M€
de subventions

Le montant des subventions connaît un recul marqué en 2018. Cela s'explique par la baisse combinée des financements C2D (6 millions d'euros contre 101 en 2017), des dons de l'Etat français (18 millions d'euros) et des délégations de fonds de l'Union européenne (10 millions d'euros).



Les dons de l'Etat français sont concentrés sur l'Afrique (80%) et sur les pays pauvres prioritaires* (72%).



73 M€
de subventions
de bonification
des prêts



18 M€
de dons

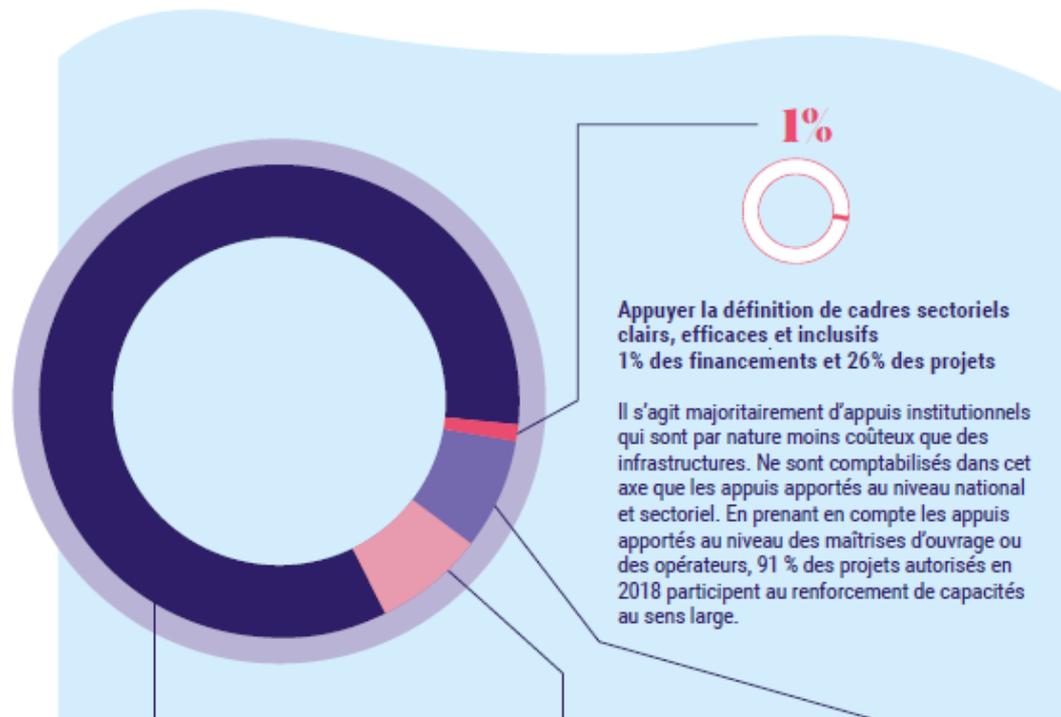


6 M€
de C2D

97 M€

L'effort financier de la France s'élève à 97 millions d'euros et a concerné l'Afrique pour 46%.

Répartition par axe stratégique



Appuyer la définition de cadres sectoriels clairs, efficaces et inclusifs
1% des financements et 26% des projets

Il s'agit majoritairement d'appuis institutionnels qui sont par nature moins coûteux que des infrastructures. Ne sont comptabilisés dans cet axe que les appuis apportés au niveau national et sectoriel. En prenant en compte les appuis apportés au niveau des maîtrises d'ouvrage ou des opérateurs, 91 % des projets autorisés en 2018 participent au renforcement de capacités au sens large.



Fournir un accès à des services performants et durables pour tous

Pilier social de la stratégie, le déploiement d'un service pour tous et de qualité est le principal axe d'intervention de l'AFD dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.



Préserver la ressource dans un contexte de changement climatique

L'épuration des eaux usées représente 98% des financements de cet axe en 2018, avec une contribution majoritaire du projet à Balqa, en Jordanie.



Gérer le risque d'inondation dans un contexte de changement climatique

Cet axe se concrétise en 2018 principalement par un projet d'infrastructures urbaines climato-résilientes au centre-nord du Viet Nam.



L'AFD et le GLAAS :

- Une coopération entre l'OMS et la France ancienne sur sujets eau et assainissement

⇒ Par exemple: GLAAS, TrackFin, JMP, normes

- Reprise en 2015 par l'AFD et renforcée depuis...

⇒ 2018: octroi d'une subvention de 1,3M€ à l'OMS /WASH

⇒ 2019 : instruction d'un appui spécifique pour les pays de l'Alliance Sahel (en cours)

Importance du GLAAS du point de vue l'AFD:

- Participer à l'amélioration de la gouvernance du secteur, premier axe stratégique des interventions de l'AFD

⇒ Vecteur de transparence, et donc d'un contexte favorable pour d'autres sources de financement

⇒ Outil d'aide à la décision pour les pays

⇒ Outil de redevabilité

* Cas particulier de TrackFin



Utilités du GLAAS pour l'AFD:



- Usage courant/quotidien par les équipes pour comprendre les enjeux sectoriels globaux + ceux des pays d'intervention
 - ⇒ Moyen de concentrer des informations disparates/éclatées en un seul document
 - ⇒ Outil de comparaison entre pays
- Informer et guider dans l'appui à l'élaboration de politiques publiques
 - ⇒ Cas particulier des prêts de politique publique par exemple
 - ⇒ Rôle qui a vocation à s'accroître
- Interroger nos pratiques et encourager une meilleure utilisation des financements
 - ⇒ Lutte contre les inégalités, par exemple

Discussion / dialogue

Merci pour votre attention

24 septembre 2019